

Arrêté n° 2017 - 10063 /MDENP/CAB portant
création d'un cadre permanent de concertation
entre le Ministère chargé de l'économie
numérique et des Postes et les syndicats du
secteur de l'économie numérique

LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DE
L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DES POSTES

- Vina cf n° 119104
du 28/12/2017*
- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n° 2017-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 2017-148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attributions des membres du gouvernement ;
- Vu le Décret n° 2016-0027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016 portant organisation-type des départements ministériels ;
- Vu le Décret n° 2015-936/PRES-TRANS/PM/MDENP du 31 juillet 2015 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ;

ARRETE :

CHAPITRE I : CREATION

Article 1 : Il est créé au sein du Ministère chargé de l'économie numérique et des postes un cadre permanent de concertation avec les syndicats du secteur de l'économie numérique et des postes, ci-après désigné « le cadre permanent de concertation ».

CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

Article 2 : Le cadre permanent de concertation est l'instance de dialogue continu entre le Ministère en charge de l'économie numérique et des postes et les syndicats desdits secteurs dans le but de rechercher des solutions consensuelles aux préoccupations des partenaires sociaux afin de garantir un climat de travail apaisé dans le secteur. A ce titre, il est chargé notamment :

- de rechercher les réponses appropriées aux doléances soumises par les syndicats ;
- de soumettre au gouvernement les propositions de solutions aux doléances qui ne peuvent pas être tranchées dans ce cadre ;
- de suivre la mise en œuvre des accords conclus entre le ministère et les partenaires sociaux ;
- d'exécuter toute autre tâche jugée utile dans le cadre du dialogue social.

Toutefois, ce cadre n'exclut pas les concertations bipartites au sein des entreprises du secteur.

CHAPITRE III : COMPOSITION

Article 3 : Le cadre de concertation est composé comme suit :

- au titre du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes :
 - ✓ le Ministre ;
 - ✓ le Secrétaire général ;
 - ✓ le Directeur de cabinet ;
 - ✓ un (1) Conseiller technique ;
 - ✓ le Directeur des ressources humaines ;
 - ✓ deux (2) chargés d'études du Secrétariat général ;
 - ✓ trois (3) représentants de la DRH ;
 - ✓ deux (2) représentants de chaque structure rattachée
- au titre des syndicats :
 - ✓ le premier responsable de chaque syndicat ;
 - ✓ six (6) collaborateurs désignés par le premier responsable de chaque syndicat.

Article 4 : Les membres du cadre de concertation qui ne sont pas identifiés es qualité sont nominativement désignés sur proposition de leurs hiérarchies respectives notifiée par écrit au Ministère chargé de l'économie numérique et des postes.

CHAPITRE IV : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 5 : Le cadre de concertation est organisé comme suit :

- Président : le Ministre ;
- 1^{er} Vice-président : le Secrétaire général ;
- 2^e Vice-président : le Directeur de cabinet ;
- Rapporteurs :
 - ✓ le Directeur des ressources humaines ;
 - ✓ un (1) chargé d'études du Secrétariat général ;
 - ✓ un (1) représentant de chaque syndicat.

Le secrétariat du cadre de concertation est ancré à la Direction des ressources humaines du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes.

Article 6 : Le cadre de concertation se réunit en session ordinaire bilatérale deux (2) fois par an, soit une fois par semestre, entre l'administration et chaque syndicat du secteur de l'économie numérique et des postes, sur convocation de son président.

Toutefois, il peut se réunir chaque fois que de besoin, sur convocation de son président à la demande d'une des parties, soit pour une réunion bilatérale (administration et un seul syndicat), soit pour une réunion multilatérale (administration et plusieurs syndicats à la fois).

Article 7 : En cas d'empêchement du Président et de tous les Vice-présidents, les réunions du cadre de concertation sont présidées par une personne désignée par le Président.

Article 8 : Le cadre de concertation peut faire appel à toute personne ressource dont la contribution est jugée utile pour sa mission.

CHAPITRE V : DISPOSITION FINALE

Article 9 : Le Secrétaire général du Ministère en charge de l'économie numérique et des postes est chargé de l'application du présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature et qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 29 DEC 2017



Hadja Fatimata OUATTARA / SANON
Officier de l'Ordre National

Ampliations :

- CAB/MDENP
- SG/MDENP
- SYNPTIC
- SYNTRAPOST
- SYNATEL
- Toute structure du MDENP
- Chrono

